

Zeitschrift:	Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber:	[s.n.]
Band:	31 (2024)
Heft:	2: 30 Jahre traverse : un collectif au travail
Artikel:	Les mutations des sciences historiques et du métier d'historien·ne en Suisse, 1970-2023
Autor:	Leimgruber, Matthieu
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-1074656

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les mutations des sciences historiques et du métier d'historien·ne en Suisse, 1970–2023

Matthieu Leimgruber

En 1994, lorsqu'un petit groupe d'historien·ne·s fonde *traverse* avec la maison d'édition Chronos, le champ historique suisse est en pleine mutation. À l'occasion des 20 ans de *traverse*, plusieurs contributions ont déjà témoigné de l'effervescence intellectuelle qui avait motivé le lancement de ce projet.¹ Et comment ce dernier s'inscrivait dans une dynamique internationale de renouvellement du paysage des revues historiques.² Le présent numéro contient lui aussi plusieurs témoignages faisant le point sur la richesse de l'engagement collectif qui a accompagné l'aventure *traverse*. Étant trop jeune pour avoir pu participer au lancement de la revue (en 1994, je terminais ma «demi-licence» comme on disait à l'époque), j'ai tout d'abord été un lecteur assidu de *traverse*, et ce n'est qu'en 2010 que j'ai rejoint son comité de rédaction. Je n'y suis d'ailleurs resté que cinq ans, ce qui m'a permis non seulement d'améliorer mon allemand (une opportunité qui allait s'avérer providentielle lors de ma nomination à l'Université de Zurich), mais aussi de bénéficier de la bienveillance de vétérans de la première heure comme le très regretté Mario König, Hans-Ulrich Schiedt ou encore Malik Mazbouri. Si j'avais appris les ficelles du métier au *Buro Jost* de l'Université de Lausanne, c'est durant les séances du comité de rédaction de *traverse* que j'ai commencé à saisir les contours, la diversité et surtout le dynamisme de notre profession au niveau national. Cet article propose d'adopter cette focale nationale et de situer le «moment *traverse*» à l'aide de plusieurs indicateurs permettant de retracer l'évolution de la profession et des sciences historiques durant le dernier demi-siècle.

Une telle étude n'a jamais été réalisée. Sur mandat de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales (ASSH), un rapport dressant l'état de la discipline historique est paru au début des années 1990.³ Quant aux autres références portant sur la période post-1945, elles abordent avant tout l'évolution de la discipline sur le plan de l'historiographie.⁴ Afin d'étoffer ces perspectives et de dresser un panorama plus systématique, cette contribution s'efforce de répondre aux quatre questions suivantes: combien y a-t-il d'historien·ne·s en Suisse? Que peut-on dire sur l'évolution des cursus universitaires en sciences historiques? Quelles ont été les mutations du noyau universitaire de la profession durant le

dernier demi-siècle? Enfin, comment a évolué durant cette même période le financement de la recherche en histoire? Les éléments de réponse esquissés dans le cadre de cet article permettent de prendre la mesure du chemin parcouru par les sciences historiques et offrent des clés pour comprendre les enjeux présents et futurs auxquels notre profession fait face.

Les sciences historiques sont en effet confrontées à une situation paradoxale. Si d'un côté, l'intérêt et la demande sociale pour l'histoire ne font aucun doute, de l'autre, les sciences historiques sont parfois montrées du doigt lorsqu'il s'agit d'illustrer l'apparent «déclin» auquel font face certaines sciences humaines et sociales.

Le fait que l'histoire soit largement présente dans l'espace public ne fait pas de doute. Lancé en 2014 à Genève puis étendu à plusieurs villes de Suisse romande, le festival Histoire et Cité (<https://histoire-cite.ch>) rencontre un franc succès. Depuis 2007, les Journées suisses d'histoire/*Geschichtstage* sont devenues des rencontres triennales appréciées par les historien·ne·s du pays. De nouveaux magazines (*Passé Simple* et *NZZ Geschichte*), des émissions radio/TV (*Histoire vivante* sur la RTS ou *Zeitblende* sur SRF), des podcasts (*Mille et une archives* sur la RTS) ou encore des plateformes comme <https://geschichtedergegenwart.ch> décryptent les enjeux historiques et contribuent à diffuser les résultats de la recherche. En Suisse romande, plusieurs bandes dessinées racontant l'histoire suisse ont connu des succès de librairie retentissants (par exemple plus de 10000 exemplaires pour *Le siècle d'Emma*, publié en 2019). Même si elles sont actuellement impactées par les mutations du financement des publications scientifiques (*open access...*), les maisons d'édition fondées en même temps que *traverse* – hormis Chronos, fondée en 1985, Antipodes (1995), Alphil (1996), ou encore Hier und Jetzt (1998) suivent de près le lancement de la revue – demeurent des diffuseurs de référence pour les sciences historiques. Ces quelques exemples témoignent que les mutations qui ont traversé les sciences historiques depuis le dernier tiers du XX^e siècle ont encore aujourd'hui un impact qui dépasse largement le noyau universitaire de la discipline.

En parallèle à ces évolutions positives, certains milieux conservateurs continuent à dénoncer presque rituellement le fait que les historien·ne·s se soient affranchi·e·s en partie de leur rôle traditionnel d'explication du «récit national» et de ses mythes fondateurs. Dans la période récente, la question de «l'utilité» des sciences historiques, ou encore de leur déclin, revient également régulièrement sur le devant de la scène médiatique. Malgré ces notes dissonantes, la situation en Suisse est encore loin de celle qui prévaut aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, deux pays qui ont subi des cures d'austérité répétées, et où plusieurs universités ont tout simplement fermé leurs départements d'histoire.⁵ En Allemagne, pays où la baisse des effectifs préoccupe également les médias, les deux

présidents des enseignant·e·s en histoire (VGD) et des historien·ne·s (VHD) ont récemment rappelé l'importance de l'histoire pour donner du sens dans une société en prise à de multiples «crises d'adaptation» (*Anpassungskrisen*).⁶ Dans ce contexte, la Société suisse d'histoire (SSH) ne chôme pas: après avoir mis sur pied en 2021 un groupe parlementaire pour porter les intérêts des sciences historiques auprès des autorités et du monde politique, notre association faîtière a lancé en 2023 une campagne visant à (re)valoriser les études en histoire.⁷

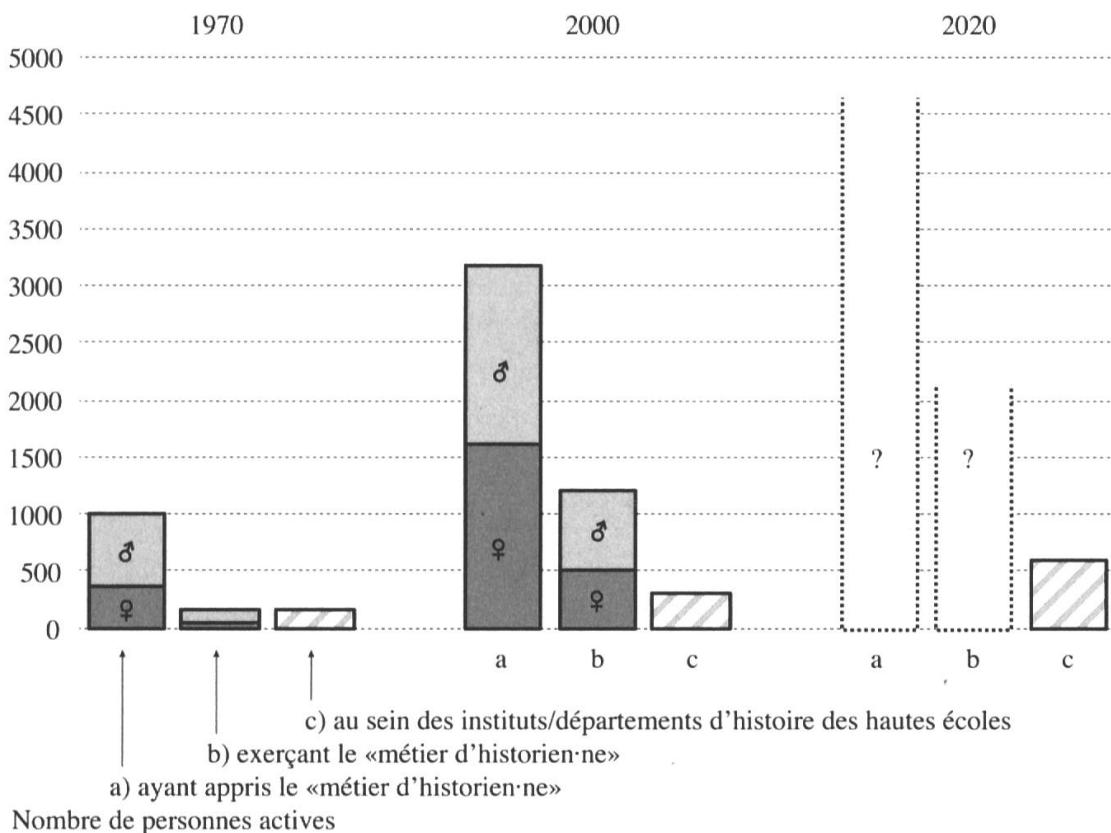
S'il est un peu tôt pour faire le bilan de ces évolutions, il est possible de les insérer dans un temps plus long, durant lequel les effectifs des historien·ne·s, leur formation, leur place dans les universités et/ou encore le financement de la recherche en histoire – les quatre domaines abordés ci-dessous – ont profondément changé.

Les historien·ne·s dans la société suisse

Les recensements fédéraux de la population réalisés par l'Office fédéral de la statistique (OFS) contiennent depuis 1970 des informations sur le nombre de personnes actives ayant appris (*erlernter Beruf*) ou exerçant (*ausgeübter Beruf*) une profession. Comme on peut le constater sur la Fig. 1 ci-dessous, le nombre de personnes déclarant avoir appris le métier d'historien·ne – ou d'archéologue, ces deux professions étant agrégées dans les séries OFS – a triplé entre 1970 et 2000, passant de 1000 à plus de 3000 personnes. Toutefois, seule une minorité déclarait exercer le métier d'historien·ne. En 1970, on trouvait cette poignée d'historien·ne·s (134 hommes et 45 femmes) dans les universités, les archives ou encore d'autres bibliothèques de recherche. Plus de la moitié des diplômé·e·s en histoire se dirigeaient alors vers l'enseignement secondaire et gymnasial.⁸ À l'orée de l'an 2000, ce n'était plus le cas que pour un cinquième d'entre eux/elles, alors qu'un bon tiers étaient actives et actifs dans les médias ou encore dans le domaine culturel.⁹ À cette date, plus de 1000 personnes – dont environ 300 enseignant·e·s chercheurs·ses dans les départements d'histoire des universités – déclaraient exercer le métier d'historien·ne, soit six fois plus qu'une génération auparavant.¹⁰

En parallèle à cette expansion – liée à la croissance des effectifs dans les cursus universitaires en histoire, cf. section suivante – le nombre de femmes augmente de manière importante: leur proportion passe ainsi entre 1970 et 2000 de 37% à 51% de l'effectif total des personnes formées au «métier d'historien·ne», et de 25% à 43% des personnes déclarant exercer ce métier. En 1970, si trois quarts des 180 historien·ne·s recensé·e·s étaient des hommes, cette proportion était encore plus haute dans le corps professoral universitaire. Des pionnières comme

Fig. 1: *Nombre de personnes ayant appris et/ou exerçant la profession d'historien·ne, 1970–2020*



Sources: OFS, Recensements de la population, catégorie professionnelle N° 85202.

Chiffres transmis en septembre 2009 par l'OFS. Pour le nombre d'historien·ne·s travaillant dans les hautes écoles universitaires, cf. Fig. 4 ci-dessous.

Anne-Marie Piuz, professeure d'histoire économique à Genève dès 1971 ou encore Beatrix Mesmer, nommée à Berne en 1973, demeuraient très isolées. Il a fallu par exemple attendre 2003 pour que le plus grand département d'histoire du pays, à l'Université de Zurich, engage trois professeures, après plusieurs décennies de demandes réitérées de la part du corps étudiant et des jeunes chercheuses et chercheurs.¹¹

Un coup d'œil sur la liste de la cinquantaine d'historien·ne·s ayant participé au comité de rédaction de *traverse* entre 1994 et 2013 confirme que l'effervescence intellectuelle qui accompagne le lancement de cette nouvelle revue était en phase avec l'expansion et les mutations mentionnées ci-dessus. Parmi les dix membres du premier comité, on trouve seulement trois historiens (tous des hommes) en poste dans des universités. Les sept autres membres (dont trois femmes) sont

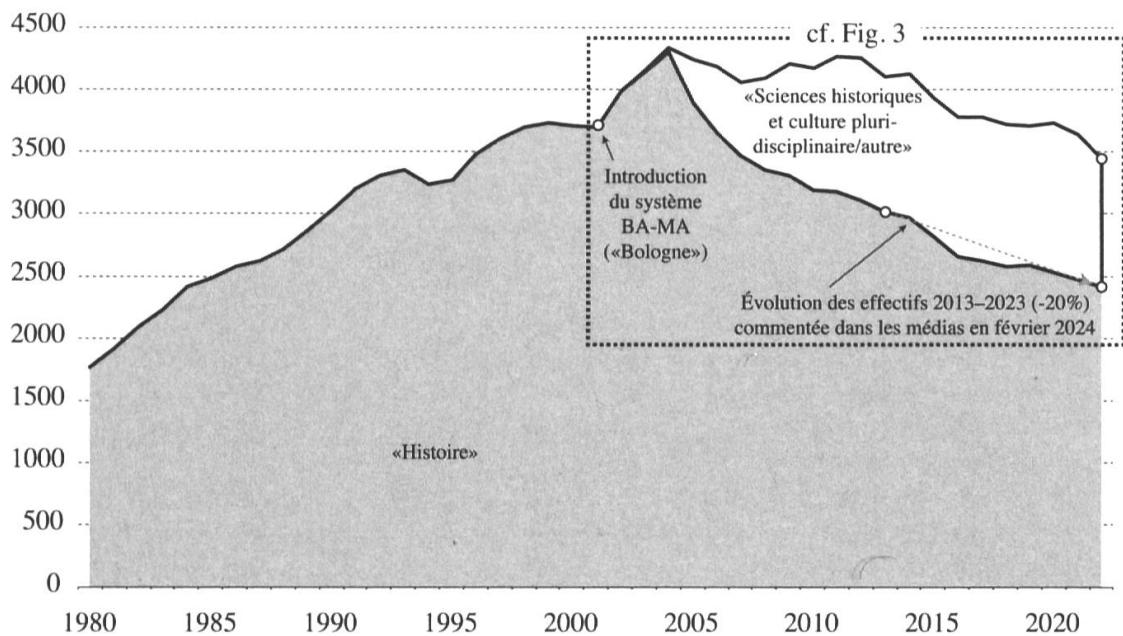
archivistes, travaillent dans des musées, ou encore exercent la profession d'historienne de manière indépendante.¹² Lorsque l'on élargit la focale aux autres membres de la rédaction jusqu'en 2013, la proportion de femmes augmente (du tiers à la moitié), mais le nombre de personnes au bénéfice d'un poste stabilisé au sein d'une haute école universitaire reste inchangé (environ un tiers).

Si l'évolution du noyau universitaire de la profession, qui comptait près de 600 personnes en 2020 (cf. Fig. 1) fait l'objet de la troisième section de cet article, il est difficile d'estimer le nombre total de personnes actives dans le domaine de l'histoire après 2000. Depuis le début du troisième millénaire, les recensements fédéraux sont en effet élaborés par le biais de sondages et d'échantillons, méthodes qui rendent les nouvelles estimations concernant les professions (apprises et exercées) peu comparables avec les données obtenues précédemment par le biais de questionnaires distribués à l'ensemble de la population. De plus, depuis 2000, l'OFS regroupe les historien·ne·s dans une nouvelle catégorie qui ne contient plus les archéologues, mais les «Historiens, philosophes et spécialistes des sciences politiques». Si les philosophes sont peu nombreux·ses, les politistes constituent une profession en pleine croissance. Ces changements méthodologiques ainsi que l'absence de données désagrégées rendent quasi impossible d'articuler des chiffres fiables et comparables avec ceux indiqués sur la Fig. 1.¹³ Bref, s'il est évident que l'effectif des historien·ne·s professionnel·le·s a augmenté durant le premier quart du XXI^e siècle, l'ampleur de cette hausse demeure incertaine. Si l'on fait l'hypothèse que les taux de croissance de la période 2000–2024 ont atteint la moitié de ceux observés durant la génération précédente (ce qui est plausible au vu de l'évolution des effectifs étudiantins et du personnel universitaire abordée dans les sections suivantes), il y aurait aujourd'hui environ 4500–5000 personnes actives ayant appris le métier d'historien·ne, contre environ 1800–2000 qui exercent cette profession. Au vu du large spectre des emplois occupés actuellement par les historien·ne·s, et en l'absence d'enquêtes ou de sources plus détaillées, ces chiffres demeurent bien entendu de simples estimations.

Les cursus en sciences historiques dans l'ombre des réformes de Bologne

S'il y a un chiffre lié à la profession historique qui focalise l'attention et suscite de multiples prises de position, c'est bien celui des étudiant·e·s en histoire. Souvent brandi comme une sorte de baromètre résumant à lui seul l'ensemble des dynamiques et tendances de notre profession, cet indicateur est pourtant moins clair qu'il n'y paraît au premier abord, notamment durant la période récente. Il

Fig. 2: Étudiantes et étudiants en «histoire» et «sciences historiques...», 1980–2023



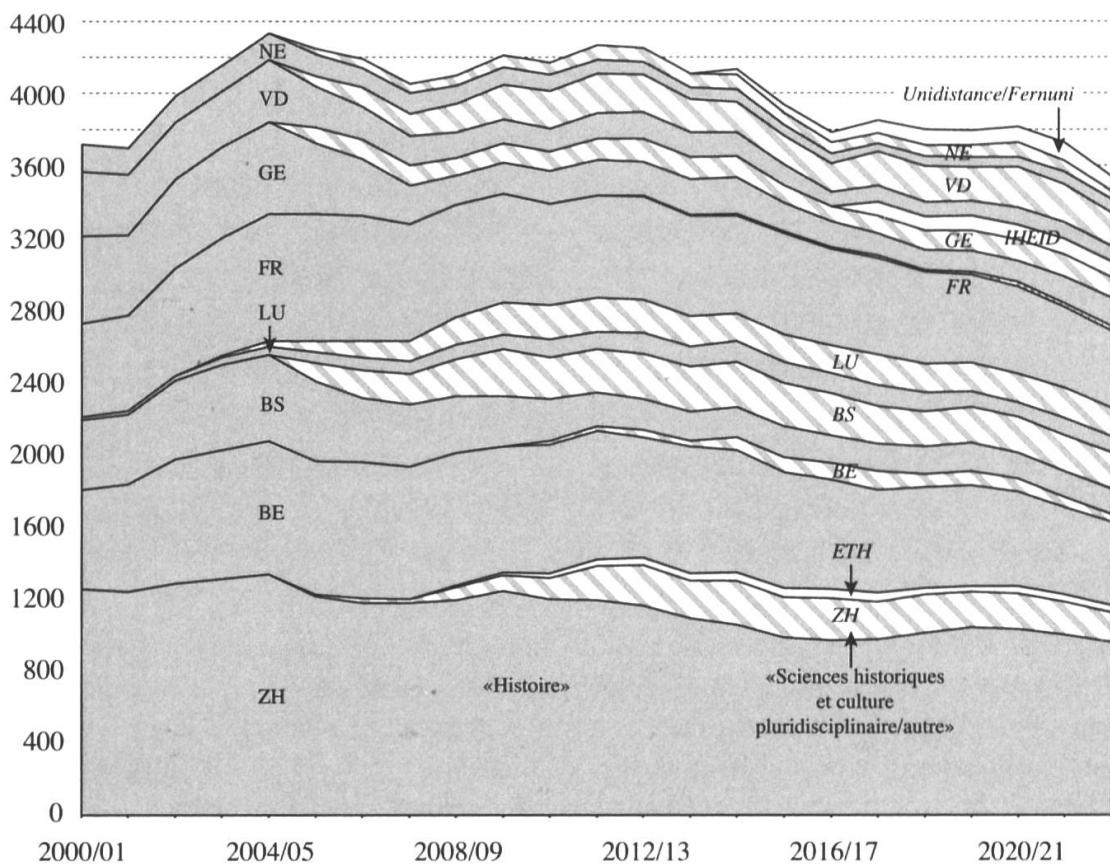
Effectifs des cursus de niveau licence (jusqu'en 2005), bachelor, master et doctorat en «histoire» et (depuis 2005) en «sciences historiques et culture pluridisciplinaire/autre». Effectifs par tête (les personnes étudiant deux branches à parts égales sont attribuées à une seule branche principale). En complément à ces données par tête (*Studienfachrichtung pro Kopf*), l'OFS dispose de séries permettant de compter les «branches à parts égales» (*gleichwertiges Studienfach*), mais ces séries ne sont pas publiées et n'ont par conséquent pas pu être utilisées pour réaliser ce graphique (correspondance avec l'OFS, février 2024).

Source: OFS, Étudiants des hautes écoles universitaires selon l'année, la branche d'études, le sexe et la haute école, 1980/81 à 2022/23 (série px-x-1502040100_103), version du 28 février 2023.

est donc nécessaire de l'examiner avec soin avant d'en tirer des conclusions trop hâtives sur l'état de santé florissant, ou au contraire alarmant, des sciences historiques.

Avant de discuter les évolutions visibles sur la Fig. 2, il est essentiel de préciser que les données qui ont permis de réaliser cette dernière incluent tous les niveaux d'étude, du bachelor au doctorat (et bien entendu les anciennes licences de la période pré-Bologne), mais ne comprennent pas les personnes étudiant l'histoire comme «branche secondaire» ou «mineure». Les statistiques de l'OFS visent en effet à produire des statistiques par tête, attribuant à chaque

Fig. 3: *Étudiant·e·s en «histoire» et «sciences historiques...» dans 10 hautes écoles universitaires, 2000–2023*



Les effectifs des cursus en «histoire» sont indiqués par des aires foncées et des sigles cantonaux en caractères romains (ZH), ceux des cursus en «sciences historiques...» par des aires hachurées et des sigles en italiques (ZH).

Sources: cf. Fig. 2. Pour le IHEID/Graduate Institute de Genève, chiffres fournis par le Prof. Jussi Hanhimäki (23 avril 2024).

étudiant·e une seule discipline. Malgré ces limites évidentes, il s'agit des seuls chiffres permettant de suivre les dynamiques de longue durée des différentes disciplines universitaires.¹⁴

Un premier constat s'impose: entre 1980 et 2000, le nombre d'étudiant·e·s dans les cursus en histoire a doublé, pour atteindre plus de 3500 personnes. Cette augmentation suit la hausse des effectifs des hautes écoles universitaires durant cette même période et a bien entendu alimenté l'expansion de la profession esquissée dans la section précédente. Mais que s'est-il passé après 2000? Assiste-t-on vrai-

ment à un déclin important des sciences historiques au sein des universités? Si l'on considère – c'est ce que font systématiquement les médias – seulement les effectifs en «histoire», une baisse continue semble en effet avoir eu lieu: elle atteint même 20% entre 2013 et 2023 et a fait l'objet de plusieurs articles récents, notamment en Suisse alémanique.¹⁵ Mais si l'on regarde de plus près la période post-2000, il apparaît clairement que cette perspective «décliniste» est exagérée. En premier lieu, que penser de l'explosion (+20%) des effectifs en «histoire» entre 2001 et 2004 (effectifs passant de 3700 à 4300) suivie d'une dégringolade qui annule en deux ans cette hausse soudaine (avec des effectifs retombant à 3650 au début de l'année 2006)? Comme ce feu de paille se déroule durant l'introduction des réformes de Bologne, il est fort probable que ce chassé-croisé soit lié au moins en partie au «chamboulement» des effectifs consécutif à l'arrêt des anciennes licences en cinq ans et à leur remplacement par des cursus distincts de bachelor (trois ans) et master (deux ans). À cela s'ajoutent des mesures afin de restreindre la durée des études, ce qui a contribué à la baisse des effectifs durant la décennie 2005–2015.¹⁶

Deuxièmement, et de manière concomitante à l'introduction des réformes de Bologne, une nouvelle catégorie intitulée «sciences historiques et culture interdisciplinaire/autre» (ci-après SHC) apparaît dès 2005 dans les statistiques de l'OFS. Si l'on examine, à l'aide de la Fig. 3, l'évolution combinée des effectifs en SHC et en histoire dans chacune des hautes écoles, il devient évident que les chiffres commentés dans les médias – qui ne mentionnent jamais la catégorie SHC – ne reflètent qu'une partie des dynamiques à l'œuvre. Dans les Universités de Zurich, Berne et Fribourg, les effectifs en SHC représentent moins de 15% des effectifs totaux des deux catégories. Dans trois universités de Suisse romande (Genève, Neuchâtel et Lausanne), cette proportion grimpe en revanche à près de la moitié des effectifs totaux, voire les deux tiers à Bâle ou Lucerne. Les SHC constituent enfin la totalité des effectifs recensés à l'École polytechnique fédérale de Zurich (ETH) et, dès 2014, à Unidistance/Fernuni.

Et c'est sans compter sur les dynamiques à l'œuvre dans certains instituts et départements. Quelques exemples. Si l'on en croit les statistiques publiées par l'OFS, l'Université de Genève, qui était encore en 1980 le deuxième plus grand pôle des sciences historiques après l'Université de Zurich a été devancée depuis la décennie 2000 par Berne, Fribourg et Bâle. Cette évolution annonce-t-elle vraiment que l'histoire est en voie de disparition à Genève? Deux développements institutionnels laissent penser que ce n'est pas le cas. La chute des effectifs genevois est en effet concomitante au succès sensationnel du bachelor interdisciplinaire en relations internationales (BARI), formation de base qui regroupe depuis une quinzaine d'années environ 1000 étudiant·e·s et dont l'orientation «histoire internationale» n'apparaît ni dans les séries «histoire» ni dans celles des SHC de l'OFS. De ma-

nière similaire, les étudiant·e·s en «histoire internationale» de l’Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID/Graduate Institute), qui étaient jusqu’en 2017 intégré·e·s aux effectifs de l’Université de Genève, sont transférée·e·s après cette date dans une catégorie fourre-tout intitulée «Sciences sociales pluri-disciplinaires/autre» et manquent ainsi dans les effectifs en sciences historiques décomptés par l’OFS (je les ai donc réintroduit·e·s dans la Fig. 3, cf. ci-dessus). À l’autre bout du pays, à l’Université de Zurich – qui regroupe à elle seule un tiers des étudiant·e·s en histoire au niveau national – les effectifs cumulés en «histoire» et SHC sont plutôt stables. Après une chute liée à la pandémie du COVID-19, les effectifs en «histoire» sont même en légère hausse en 2023.¹⁷

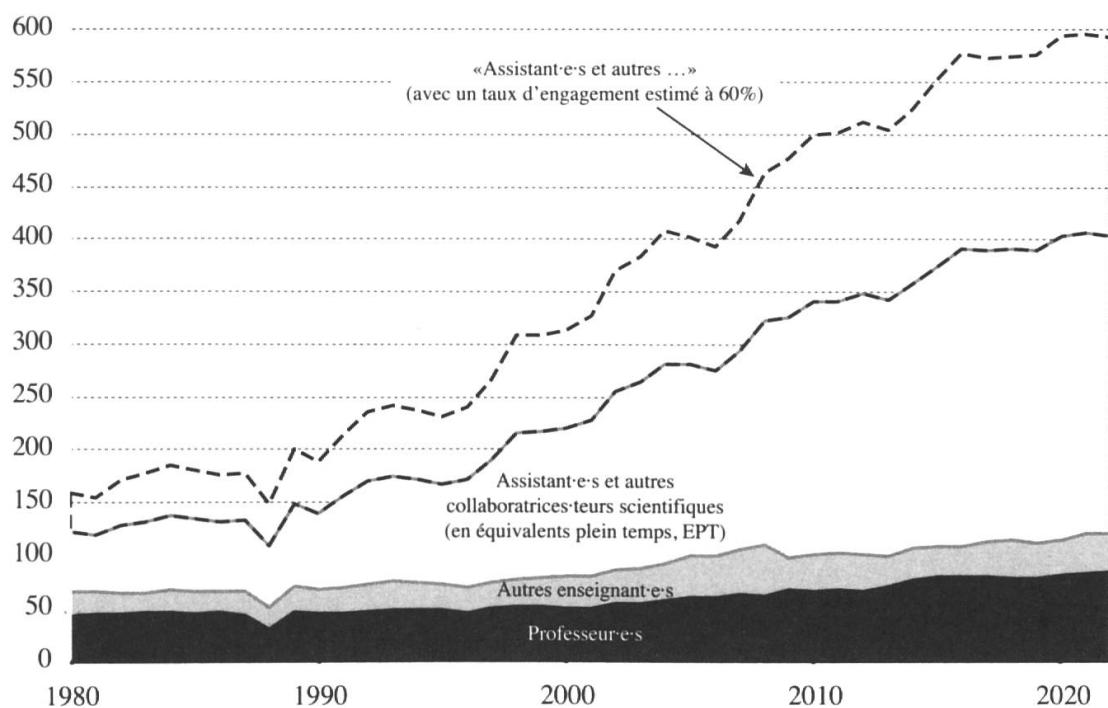
En conclusion, l’apparente dégringolade des cursus en histoire doit être relativisée puisqu’une partie de leurs effectifs est désormais ventilée dans d’autres catégories statistiques. Évidemment, dans un contexte marqué par l’augmentation générale des effectifs des hautes écoles, la part respective des sciences historiques, et d’autres disciplines de sciences humaines et sociales, est à la baisse. De plus, les coupes dans les dotations horaires en histoire au niveau secondaire, ou encore les projets visant à fondre l’enseignement de l’histoire dans des ensembles interdisciplinaires, contribuent sans aucun doute à réduire le nombre d’entrant·e·s potentiel·le·s, notamment au niveau du bachelor.¹⁸ Par contre, affirmer de manière péremptoire que la jeunesse suisse se retrouverait «sans histoire» à cause de professeur·e·s des universités soi-disant déconnecté·e·s du monde réel, c’est faire preuve d’une certaine méconnaissance des évolutions en cours.¹⁹

Les historien·ne·s dans les hautes écoles universitaires

Dénombrer le nombre d’historien·ne·s actif·ve·s au sein des instituts et départements de sciences historiques n’est pas tâche facile. Cela notamment parce que l’OFS ne publie que des chiffres concernant les «sciences historiques et culture», catégorie qui rassemble, outre l’histoire, sept autres disciplines (de la philosophie aux études théâtrales, en passant par la musicologie et l’archéologie). Comme nous le verrons ci-dessous, la diversité des statuts et des taux d’engagement du personnel rend également toute estimation délicate.

Au milieu des années 1990, les auteurs du *Grundlagenbericht für die Geschichtswissenschaft* publié par l’ASSH estimait que 120–150 historien·ne·s étaient en poste dans les universités, dont seulement un tiers de professeur·e·s.²⁰ Ce rapport soulignait non seulement l’inadéquation de la dotation en personnel d’instituts confrontés à l’expansion rapide du nombre des étudiant·e·s, mais aussi – en des termes qui préfigurent les revendications actuelles des jeunes chercheuses – la situation souvent difficile d’un corps intermédiaire/*Mittelbau* occupant des postes précaires

Fig. 4: Personnel d'enseignement et de recherche des départements d'histoire des universités, 1980–2022



Les chiffres ci-dessus représentent 35% des effectifs regroupés dans la catégorie OFS «sciences historiques et culture». Cette proportion a été estimée à l'aide sur des chiffres récoltés pour 1985 et 1995 par Pfister/Leonhard (voir note 3) ainsi que pour 1980 et 2005 par l'*Atlas of European Historiography* (voir note 4).

Source: OFS, Personnel des hautes écoles universitaires – en EPT selon le domaine d'études, la catégorie de personnel et l'année, 1980–2022 (série px-x-1504040100_101, SHIS-PERS, version du 28 février 2023). L'OFS dispose aussi de chiffres plus précis par discipline. Mais ces derniers ne sont pas publiés et n'ont pas pu être utilisés dans le cadre de cet article (communication avec l'OFS, mars 2024).

et offrant trop peu de perspectives de carrière.²¹ En se basant sur cette enquête et sur plusieurs autres estimations ponctuelles, il est possible d'estimer que les historien·ne·s représentent un bon tiers du personnel d'enseignement et de recherche des hautes écoles universitaires rassemblé dans la série «sciences historiques et culture» de l'OFS. La Fig. 4 permet d'apprécier l'évolution de ces effectifs depuis 1970, et de souligner deux développements importants.

Premièrement, les effectifs regroupés dans les deux catégories «Professeures» et «Autres enseignant·e·s» ont doublé en quarante ans, pour atteindre environ une

centaine de personnes en 2020. Cette hausse n'a toutefois pas suivi l'explosion des effectifs étudiantins qui a caractérisé le dernier quart du XX^e siècle. Entre 1980 et 2000, le nombre d'étudiant·e·s en «histoire» (auquel sont ajoutés les effectifs en «sciences historiques et culture») par professeure/enseignante est ainsi monté en flèche, de 28 à environ 50, juste avant le feu de paille qui a accompagné l'introduction des réformes de Bologne (cf. Fig. 2 ci-dessus). Avec la stabilisation des effectifs évoquée dans la section précédente, ce ratio est retombé à 30–35 aux alentours de 2020. En comparaison avec les générations précédentes, l'intensification de la charge de travail liée à l'augmentation des effectifs a donc été considérable non seulement pour le petit nombre d'enseignantes-chercheuses disposant de postes stabilisés, mais aussi pour le corps intermédiaire/*Mittelbau*. Ceci d'autant plus que cette intensification s'est accompagnée d'un accroissement notable des tâches d'encadrement du personnel scientifique de niveau doctoral et postdoctoral.

Cette deuxième évolution fondamentale est également visible sur la Fig. 4. Cette dernière souligne que le nombre des «*Assistant·e·s et autres collaboratrices scientifiques*», a au minimum quintuplé durant les trente dernières années, notamment si l'on estime que la majorité des personnes occupant ces postes étaient (et sont encore) engagées à temps partiel (d'où le taux de 60% indiqué sur la Fig. 4 afin d'évoquer cette situation).²² Ce développement très important des assistant·e·s accomplissant des tâches d'enseignement, des doctorant·e·s engagé·e·s dans le cadre de projets de recherche, ainsi que de nombreux·ses post-doctorant·e·s et jeunes enseignant·e·s-chercheur·se·s non titulaire·e·s a été alimenté, comme nous le verrons dans la section suivante, par la forte croissance des fonds de recherche alloués à la relève scientifique. Finalement, s'il y avait environ 1,5 assistant·e et/ou collaborateur/collaboratrice scientifique par professeur·e/enseignant·e, ce ratio est aujourd'hui d'environ 4, ce qui correspond au chiffre bien connu d'environ 80–90% de postes à durée limitée dans les universités suisses.²³

Cette simultanéité entre l'intensification du travail des quelques professeur·e·s et enseignant·e·s stabilisé·e·s et l'expansion du corps intermédiaire – le précaritat académique dénoncé par les campagnes actuelles en faveur d'une véritable politique de la relève²⁴ – souligne que les sciences historiques ont connu des mutations importantes, qui nécessiteraient une analyse plus poussée. Les chiffres rassemblés par l'OFS n'indiquent malheureusement pas, au niveau des disciplines, les proportions d'hommes et de femmes qui composent ces différentes catégories de personnel universitaire. Malgré les progrès indéniables, parfois conquis de haute lutte, qui ont marqué la féminisation croissante de la profession historique, les questions liées aux inégalités de genre demeurent centrales, comme l'ont rappelé récemment plusieurs initiatives lancées dans le contexte de la Grève des femmes de 2019 ou encore, en 2021, du cinquantenaire de l'obtention du suffrage féminin.²⁵

Les dynamiques évoquées dans cette troisième section peuvent être illustrées à nouveau par l'exemple du comité de rédaction de *traverse*. Sur les 20 membres (dont huit femmes) faisant partie du comité actuel, pas moins de 19 sont affilié·e·s à une université, un tiers ont un poste professoral (dont plusieurs postes en prétitularisation conditionnelle ou émargeant au programme *Eccellenza* du Fonds national) et deux tiers sont des post-doctorant·e·s, *Oberassistentinnen* ou maîtres-assistants. Ces changements font écho au constat de Christoph Conrad, qui relevait déjà en 2014 que le parcours de *traverse* avait mené cette revue novatrice des frontières en ébullition de la discipline historique jusqu'au centre de cette dernière.²⁶ La revue reste toutefois fragile, car elle est portée par un collectif dont les membres sont loin d'être toutes et tous au bénéfice d'un poste stabilisé dans une haute école et/ou une institution de recherche.

En définitive, si le noyau universitaire de la profession historique est soumis à des forces contradictoires, qui s'expriment notamment par des tensions entre une professionnalisation accrue et une précarisation rampante, c'est aussi à cause des transformations importantes qu'a connu depuis une cinquantaine d'années le domaine du financement de la recherche.

La part des sciences historiques dans le financement de la recherche

Il faut préciser d'emblée que si le Fonds national pour la recherche scientifique (FNS) est la principale source de financement pour les sciences humaines et sociales, plusieurs projets d'envergure en histoire ont été alimentés durant ces dernières décennies par d'autres fonds publics. Lancé à la fin des années 1980, le *Dictionnaire historique de la Suisse* disposait d'une enveloppe budgétaire initiale représentant 34 millions de francs alloués par les autorités fédérales. Aujourd'hui, la rédaction du DHS (soit une vingtaine de personnes) est toujours financée par le biais de l'ASSH, à raison de deux millions de francs par an.²⁷ Le centre de recherche Dodis (Documents diplomatiques suisses, cf. www.dodis.ch) ainsi que le portail suisse pour les sciences historiques (www.infoclio.ch) sont également soutenus par l'ASSH (pour un montant annuel combiné d'environ 1,5 million de francs). Les deux commissions indépendantes d'expert·e·s (CIE) mandatées par le Conseil fédéral pour traiter du rôle de la Suisse durant la période du national-socialisme (1997–2002, «Commission Bergier») ou, plus récemment des conséquences de l'internement administratif (2014–2019) ont quant à elles mobilisé plusieurs dizaines d'historien·ne·s et des fonds représentant respectivement 22 et 10 millions de francs.²⁸ Depuis les années 1970, les budgets consacrés à une vingtaine de nouvelles histoires cantonales ont varié entre environ 2 et 9 millions de francs.²⁹ Les autres collectivités publiques, voire des institutions et

Table 1: *Le financement de la recherche et de la relève en sciences historiques par le FNS, 1980–2023*

	1980–89	1990–99	2000–09	2010–19	2020–23
Subsides alloués (en mio. Francs réels, 2020 = 100)	70,5	97,3	157,9	246,2	119,2
<i>Sciences historiques en % de l'ensemble des subsides alloués aux sciences humaines et sociales</i>	<i>14,9</i>	<i>15,4</i>	<i>13,6</i>	<i>11,1</i>	<i>11,1</i>
Subsides alloués aux sciences historiques, par catégories (en %)					
Projets de recherche	82	77	58	47	34
Relève scientifique et Carrières (<i>doc.CH, mobilité, Ambizione, Eccellenza, etc.</i>)	6	13	30	39	41
Programmes spécifiques (<i>PNR/NCCR, ProDoc, Sinergia, Horizon Europe, etc.</i>)	3	4	7	7	18
Communication scientifique (<i>Agora, Open Access, publications, workshops</i>)	8	5	5	4	5
Infrastructures (notamment: éditions)			0,3	4	2
	100	100	100	100	100

Les sciences historiques comprennent les catégories «histoire générale» et «histoire suisse» – qui représentent ensemble environ 80% de tous les subsides alloués – ainsi que les catégories «histoire ecclésiastique» et «histoire antique et études classiques». Cette dernière catégorie comprend des subsides alloués à des projets de nature linguistiques et littéraires, mais ces derniers sont souvent difficiles à distinguer de leurs homologues à contenu historique. Au vu du poids relativement faible de la catégorie «histoire antique...», j'ai choisi de l'intégrer telle quelle dans ce tableau. Pour une présentation détaillée des catégories ci-dessus, cf. Annexe.

Source: Élaboration propre sur la base du set de données regroupant plus de 80 000 projets soutenus par le FNS depuis 1975, cf. <https://data.snf.ch/datasets>.

entreprises privées, font également parfois appel à des historien·ne·s pour réaliser des recherches ponctuelles, mais ces dernières ne représentent en fin de compte qu'une fraction des fonds distribués annuellement par le FNS.

Avant de discuter l'évolution des différents subsides FNS regroupés dans la Table 1, il faut souligner que malgré la hausse considérable des montants alloués aux sciences historiques (notamment depuis 2000), la part que représentent ces sommes par rapport à l'ensemble des subsides alloués au domaine «sciences humaines et sociales» (SHS) est en baisse, et cela depuis une vingtaine d'années. Cette évolution s'explique moins par un manque de dynamisme des sciences historiques que par la montée en puissance de disciplines telles que les sciences politiques (dont la part passe de 4 à 7% de l'ensemble des subsides SHS entre la décennie 1980–1989 et 2010–2019), la sociologie (de 6 à 10%) ou encore la psychologie (de 7 à 12%). Fait significatif, depuis 2001 trois consortiums issus de ces disciplines ont lancé et dirigé un Programme national de recherche (PNR/NCCR),

domaine dans lequel des groupes de recherches en sciences historiques n'ont occupé jusqu'à maintenant qu'un statut de partenaires. Autre exemple, durant la décennie 2010, les sommes allouées pour une infrastructure clé des sciences sociales comme FORS (basée à l'Université de Lausanne) ont représenté 40 millions de francs. De telles structures pérennes manquent cruellement dans notre discipline: les grandes CIE historiques mentionnées ci-dessus ont eu une durée de vie limitée, tandis que les «entreprises» historiques de l'ASSH (DHS, Dodis, Infoclio) ont une envergure nettement plus modeste.

Si les historien·ne·s semblent encore avoir de la peine à se lancer dans des dynamiques de recherche d'envergure nécessitant des groupes coordonnés et s'appuyant sur des stratégies de publications collectives, il est évident que les subsides octroyés par le FNS ont contribué à combler le manque de professionnalisation qui était encore relevé, et déploré, à l'orée des années 1990 par le *Grundlagenbericht* de l'ASSH. À cette époque, le FNS finançait avant tout, pour faire court, des projets de courte durée dirigés par une poignée de professeur·e·s des universités et distribuait quelques subsides de publication et de mobilité (cf. Annexe). Une décennie plus tard, à l'orée du troisième millénaire, le soutien à la relève scientifique et aux «Carrières» représente déjà plus d'un tiers des subsides octroyés (et même 40% dès 2010), par le biais de programmes tels que les professeur·e·s FNS/*Prima/Eccellenza* (60 subsides octroyés depuis 2000), *Ambizione* (65 postdocs), ou encore *Doc.CH* (93 bourses doctorales), sans compter les bourses de mobilité doctorales et postdoctorales. Dans ce domaine qui fait la part belle aux projets individuels, les candidat·e·s provenant des sciences historiques excellent et devancent même largement les autres sciences sociales: pour la seule catégorie professeur·e·s FNS/*Prima/Eccellenza*, le nombre combiné de subsides octroyés à des sociologues (12 bourses) ou des politologues (18 bourses) représentent la moitié (!) de ceux décrochés par les sciences historiques. La situation est similaire pour les subsides *Ambizione*, ou encore, dans une moindre mesure, pour le programme doctoral *Doc.CH*.

Ces résultats réjouissants soulignent l'excellence de la relève en histoire, mais ils ont également un goût amer si l'on songe au manque cruel de postes stabilisés relevé dans la section précédente. En d'autres termes, le développement de talentueuses carrières individuelles se retrouve trop souvent contrecarré par les capacités restreintes des instituts et des départements de sciences historiques, leur ouverture de plus en plus grande à des candidatures internationales, et l'absence de structures de recherche pérennes. La situation est également préoccupante au niveau doctoral. Malgré les vives protestations de la SSH et de l'ASSH, le FNS a mis fin début 2024 au programme *Doc.CH*, programme au sein duquel les sciences historiques avaient décroché un cinquième des projets financés.³⁰ Dans le même temps, l'augmentation bienvenue des taux d'engagement du corps in-

termédiaire aura vraisemblablement comme conséquence une baisse relative des postes doctoraux non liés à des projets de recherche FNS. Dans ces conditions, il serait souhaitable que la SSH et l'ASSH, mais aussi les départements d'histoire des universités agissent de manière plus collective afin de réfléchir aux mutations des conditions d'entrée dans la (potentielle) relève académique.³¹

Au vu des éléments esquissés ci-dessus, il paraît presque miraculeux que *traverse* ait réussi à produire autant de contenus de qualité avec des moyens aussi limités. Hormis le soutien de l'ASSH et de la maison d'édition Chronos aux coûts de production, *traverse* a toujours dépendu de l'engagement bénévole des membres de son comité de rédaction et, depuis peu, de contributions versées par une poignée d'amies et amis de la revue.³²

En guise de conclusion

Au vu des évolutions «démographiques» esquissées dans cette contribution, il me semble utile de souligner trois éléments. Premièrement, les initiatives actuelles visant à (re)valoriser ou défendre l'histoire devraient s'efforcer de s'adresser à la «base sociale» élargie et diverse de la profession, dont la présence dans de nombreuses professions et secteurs d'activité contribue à alimenter la demande sociale pour l'histoire. Deuxièmement, si les effectifs des étudiant·e·s en sciences historiques stagnent voire baissent, notamment en comparaison avec leur doublement durant le dernier quart du XX^e siècle, la situation est loin d'être aussi dramatique que le laissent entendre certains discours alarmistes. Il est toutefois essentiel de soutenir les efforts visant à (re)valoriser ces cursus ainsi que d'intensifier les contacts avec l'enseignement secondaire et gymnasial, vivier des futur·e·s étudiant·e·s en histoire. Troisièmement, l'écart croissant entre l'augmentation des fonds alloués à la relève scientifique et la stagnation des postes stables à disposition dans les universités va continuer à agiter notre profession. Les initiatives et mesures visant à résoudre cette situation préoccupante sont encore bien insuffisantes.

Cet article n'avait évidemment pas pour ambition d'offrir une analyse complète des mutations des sciences historiques et du métier d'historien·ne depuis le dernier quart du XX^e siècle. Ces changements mériteraient une étude plus approfondie. J'espère cependant que les données rassemblées et brièvement présentées ci-dessus contribueront à nourrir les réflexions et les actions qui devraient être menées afin de continuer à développer et renforcer notre profession durant le XXI^e siècle.

Annexe: *Le financement de la recherche et de la relève en sciences historiques par le FNS, 1980–2023*

	1980–89	1990–99	2000–09	2010–19	2020–23
Subsides alloués (en mio. Francs réels, 2020 = 100)	70,5	97,3	157,9	246,2	119,2
Projets de recherche	57,9	75,1	91,2	114,5	40,3
Relève scientifique et Carrières	4,3	12,6	47,2	96,8	49,3
Encouragement de carrières (sans spécification)	0,4	7,9			
Professeurs boursiers et <i>Eccellenza</i>			26,4	33,3	11,6
Relève féminine (Marie Heim-Vögtlin et PRIMA)			1,6	5,5	5,2
<i>Ambizione</i> (bourse postdoctorale)			3,2	20,6	14,6
<i>Doc.CH</i> (bourse doctorale)				10,9	11,0
Subsides de mobilité	3,9	4,7	16,0	26,4	6,9
Programmes spécifiques	2,4	4,3	11,2	16,8	21,0
Coopération internationale et (depuis 2021) mesures transitoires <i>Horizon Europe</i>			0,6	2,2	17,4
Programme nationaux de recherche (PNR/NCCR)	2,4	4,3	4,5	4,2	0,1
<i>Practice-to-Science</i> (liens avec HES et HEP)					0,6
<i>ProDoc</i> (écoles doctorales, jusqu'en 2011)			3,2	2,2	
<i>Sinergia</i> (consortium de recherche)			2,9	8,2	2,9
Communication scientifique	5,9	5,3	7,8	9,3	6,2
<i>Agora</i> (communication scientifique)				1,4	1,3
Subsides de publication et (dès 2018) <i>Open Access</i>	5,8	4,7	6,3	5,1	3,0
Conférences et workshops			1,5	2,9	1,9
Infrastructures			0,6	8,7	2,2
Éditions				7,0	1,9
Autres subsides			0,5	1,7	0,5

Source: cf. Table 1.

Notes

1 Frédéric Sardet, «Le moment «traverse»», *traverse* 21/1 (2014), 9–17; Béatrice Schumacher, «Mehr als ein Dutzend Köpfe – Eine Zeitschrift. «Traverse». Zeitschrift für Geschichte. Revue d'histoire», *Revue suisse d'histoire / Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 50/4 (2000), 475–481.

2 Christoph Conrad, ««traverse» im Kontext», *traverse* 21/1 (2014), 18–25.

3 Ulrich Pfister, Martin Leonhard, *Evaluation der geisteswissenschaftlichen Forschung in der Schweiz. Grundlagenbericht für die Geschichtswissenschaft*, Bern 1996 (version française: *Évaluation de la recherche en sciences humaines en Suisse. Rapport de base pour l'histoire*). Cf. aussi le compte rendu de cette étude par Albert Schnyder dans *traverse* 3/3 (1996), 198–201.

4 Claudia Honegger et al., *Konkurrierende Deutungen des Sozialen. Geschichts-, Sozial- und Wirtschaftswissenschaften im Spannungsfeld von Politik und Wissenschaft*, Zurich 2007; Irène Hermann, «Switzerland», in: Ilaria Porciani, Lutz Raphael (éd.), *Atlas of European Historiography. The Making of a Profession, 1800–2005*, Londres 2010, 144–146; Ernst Tremp, François Walter, «Histoire», *Dictionnaire historique de la Suisse*, version du 17. 2. 2015, <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/008271/2015-02-17> (17. 5. 2024). Le DHS contient également une dizaine d'articles portant sur l'histoire culturelle, des techniques, sociale et économique, de la médecine, etc. L'intégration tardive des femmes dans le noyau universitaire de la profession

- est traitée dans Vita Alix Hetzer, «*Männeruni – Frauenfragen!*» *Die Auseinandersetzungen um die Gleichstellung an zwei Hochschulen*, Zurich 2015.
- 5 Robert B. Townsend, «Has the decline in History Majors hit bottom?», in: *AHA Perspectives in History*, 23. 2. 2021, www.historians.org (17. 5. 2024); «History in UK Higher Education. A Statement from the Royal Historical Society», 13. 6. 2023, <https://royalhistsoc.org/policy> (17. 5. 2024).
- 6 Niko Lamprecht (VGL), Lutz Raphael (VHD), «Geschichte für die Gegenwart», in: *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 27. 3. 2024. Pour un point de vue moins alarmiste, cf. Lea Haller, «Bildung in der Schweiz. Fragen, woher wir kommen», *Die Zeit*, 6. 3. 2024.
- 7 Cf. www.sgg-ssh.ch/fr/groupe-parlementaire-histoire (17. 5. 2024) ainsi que <https://etudierlhistoire.ch> (17. 5. 2024).
- 8 La question des mutations de l'enseignement scolaire de l'histoire, que je ne traite pas dans cet article, a fait l'objet d'études circonstanciées. Cf. par exemple Aurélie de Mestral, Charles Heimberg, «L'enseignement de l'histoire en Suisse romande. De la défense spirituelle aux défis contemporains», in: Patricia Legris, Jérémie Dubois (éd.), *Disciplines scolaires et cultures politiques. Des modèles nationaux en mutation depuis 1945*, Rennes 2018, 202–212, <http://books.openedition.org/pur/166556> (17. 5. 2024); Markus Furrer, Lyonel Kauffmann, ««Mittendrin» oder «aussen vor»? Fragen zur Gewichtung und Darstellung der Schweizer Geschichte in aktuellen Lehrmitteln aus der Romandie und der deutschsprachigen Schweiz», in: Nadine Fink, Markus Furrer, Peter Gautschi (éd.), *The Teaching of the History of One's Own Country. International Experiences in a Comparative Perspective*, Francfort-sur-le-Main 2020, 124–151.
- 9 Honegger et al. (voir note 4), 144.
- 10 Cette évolution peut être mise en perspective avec les effectifs mentionnés dans l'*Atlas of European Historiography*, qui évoque quant à lui un effectif de 29 historiens actifs en Suisse en 1928, contre environ 67 en 1955, 167 en 1980 et 228 en 2005. Même si ces chiffres diffèrent de ceux recensés par l'OFS, ils confirment que l'expansion de la profession s'accélère autour de 1970. Cf. Hermann (voir note 4), 144.
- 11 Hetzer (voir note 4), chapitre 6.6.
- 12 Sardet (voir note 1), 16–17.
- 13 Selon des informations fournies par l'OFS (correspondance, décembre 2021), au minimum 370 personnes (mais avec une marge de ±55%!) se déclaraient «historien·ne·s» sur un total de 1738 «Philosophes, historiens et spécialistes des sciences politiques» en 2019. Ces chiffres sont à mettre en regard des 1200 historien·ne·s décompté·e·s en 2000 à l'aide des anciennes méthodes du recensement fédéral (cf. Fig. 1). Comme il est peu plausible que le nombre d'historien·ne·s ait fondu de moitié en vingt ans, cette divergence souligne avant tout que les deux séries de l'OFS ne sont pas comparables entre elles.
- 14 L'article «Histoire» du *Dictionnaire historique de la Suisse* articule un chiffre de «huit mille étudiants [en histoire] en 2010–2011», soit plus du double des effectifs indiqués sur la Fig. 2. Cf. Tremp, Walter (voir note 4). Il s'agit, selon toute vraisemblance (correspondance avec François Walter, mars 2024), d'effectifs regroupant d'autres branches, et pas seulement l'histoire. La SSH a récolté récemment des chiffres auprès de différents départements afin d'essayer de faire le point sur l'évolution des effectifs depuis 2010 (correspondance avec Flavio Eichmann, février 2024). De nature disparate et lacunaire, les chiffres récoltés ne sont pas comparables avec les séries de l'OFS.
- 15 Christine Wanner, «Sinkendes Interesse. Wozu Sprachen oder Geschichte studieren?», SRF Radio, 19. 2. 2024, www.srf.ch/news/schweiz/sinkendes-interesse-wo-zu-sprachen-oder-geschichte-studieren (17. 5. 2024); Nina Fargahi, Patrick Meier, «Fächerbeladung an Schweizer Unis – Trendumkehr. Erstmals weniger Studierende in Geschichte und Sprache», in: *Tages-Anzeiger*, 19. 2. 2024.
- 16 Dans plusieurs universités, par exemple à Berne, mais aussi à Zurich, cette transition a pris des années, le temps que des personnes inscrites depuis parfois une décennie (ou plus!) dans

- des branches de sciences humaines ou sociales «sortent» des statistiques, avec ou sans diplôme.
- 17 Sophia Bosshard, Joël Decurtins, «Sprechen wir über Studienabbrüche, Frau Meier!» (Interview avec la Prof. Marietta Meier), in: *ETÜ*, 110, février 2024, 143–148, www.etue.ch/es-gibt-leider-auch-viel-gegenwind-gegenueber-phil-i-faechern (17. 5. 2024).
- 18 Voir à ce propos les initiatives de la SSH concernant l'enseignement de l'histoire: www.sgg-ssh.ch/de/aktivitaeten/geschichte-im-unterricht (17. 5. 2024).
- 19 Marc Tribelhorn, «Jugend ohne Geschichte. Vorwärts in die gedächtnisfreie Gesellschaft», in: *Neue Zürcher Zeitung*, 29. 2. 2024.
- 20 Pfister, Leonhard (voir note 3), 30.
- 21 Pfister, Leonhard (voir note 3), 40, 48, 50.
- 22 Si plusieurs départements se sont efforcés – depuis une dizaine d'années comme en Suisse romande – ou s'efforcent encore – comme c'est le cas actuellement à Zurich – de faire passer les taux d'engagement du corps intermédiaire/*Mittelbau* à 70% voir 80%, des taux d'engagement inférieurs ont longtemps été la norme.
- 23 Pour une mise au point récente sur ce problème lancinant, cf. Florian Fisch, «Carrières académiques. Où vont les étudiants?», in: *Horizons*, 7. 3. 2024, 38–41.
- 24 Pour un aperçu des nombreuses initiatives lancées depuis 2020 par des collectifs de jeunes chercheuses et chercheurs, et soutenues par la campagne *Stable jobs – better science* du Syndicat des services publics/VPOD, cf. <https://campaign.petition-academia.ch> (17. 5. 2024). Voir aussi Matthieu Leimgruber, Bernard Voutat, «Der akademische Mittelbau – das Prekariat der Wissenschaften», in: *Neue Zürcher Zeitung*, 7. 1. 2022. Une version française de cette tribune est également parue le 27. 9. 2021 dans *Le Temps*.
- 25 John Ly, «Geschichtswissenschaften und Geschlechtergerechtigkeit – Sciences historiques et égalité entre les sexes», *infoclio.ch* Tagungsbericht, 6. 11. 2019, www.doi.org/10.13098/infoclio.ch-tb-0221 (17. 5. 2024); Peter-Paul Bänziger et al., «Sciences historiques et égalité dans les universités suisses», *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte / Revue suisse d'histoire* 70 (2020), 426–432; Claire Louise Blaser, Zoé Kergomard, Tamara Terry Widmer (Arbeitsgruppe Frauenstimmrechtsjubiläum), «Bestandsaufnahme 1971–2021, Teil 1: Arbeiten als Historiker*in der Schweiz», *billet de blog*, 16. 8. 2022, www.historikerinnen.ch (17. 5. 2024).
- 26 Conrad (voir note 2).
- 27 Sur le financement initial du DHS, cf. par exemple: «228 Bundes-Millionen für Forschungsförderung», *Neue Zürcher Nachrichten*, 15. 12. 1987 ainsi que, depuis 2017, les rapports annuels de l'ASSH, www.sagw.ch (17. 5. 2024).
- 28 Pour des informations détaillées, cf. www.uek.ch (site de la «Commission Bergier», 17. 5. 2024) ainsi que www.uek-administrative-versorgungen.ch (17. 5. 2024).
- 29 Beatrice Schumacher, «Sozialgeschichte für alle? Ein Blick auf die neuere Kantonsgeschichtsschreibung», *traverse* 18/1 (2011), 270–299, cf. notamment 279–282. Le récent projet *Stadt Geschichte Basel* (2016–2024) a ainsi mobilisé 9,3 millions de francs (4,4 provenant de fonds cantonaux, 1,6 de la loterie et environ 3,3 provenant de fondations et fonds privés, cf. <https://stadtgeschichtebasel.ch/pressemappe>, 17. 5. 2024).
- 30 Urs Hafner, «Wir müssen den Nationalfonds auflösen» (interview avec Sacha Zala, Président de la SSH), in: *Neue Zürcher Zeitung*, 10. 4. 2023.
- 31 La Société historique du Canada – pays qui comme la Suisse est caractérisé par un champ universitaire multilingue et puissamment irrigué par une (dans le cas suisse: plusieurs...) «grande puissance» académique – a produit récemment un rapport très détaillé sur l'avenir du doctorat en histoire. Cf. Lolleen Berdahl, «Discipline specific data on PhD program outcomes are critical for the future of doctoral education», in: *University Affairs / Affaires universitaires* (<https://universityaffairs.ca>), 17. 5. 2023.
- 32 Pour rejoindre les ami·e·s de *traverse* cf. <https://revue-traverse.ch/fr/les-ami·e·s-de-traverse> (17. 5. 2024).